

Brochure n° 3005-II

Convention collective nationale

IDCC : 1702. – **TRAVAUX PUBLICS**

Tome II : Ouvriers

(5^e édition. – Avril 2005)

AVENANT DU 19 DÉCEMBRE 2005

RELATIF AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS DES OUVRIERS
À COMPTER DU 1^{ER} JANVIER 2006
(ALSACE)

NOR : *ASET0650232M*

IDCC : 1702

Entre :

La fédération régionale des travaux publics d'Alsace,

D'une part, et

L'union régionale construction bois CFTC Alsace ;

L'union départementale des syndicats FO du Bas-Rhin ;

L'union départementale des syndicats FO du Haut-Rhin ;

L'union régionale d'Alsace de la CFE-CGC ;

L'union régionale construction bois CFDT Alsace,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application des dispositions du titre I^{er} de l'annexe à l'avenant n° 7 du 14 avril 1976 de l'additif du 14 avril 1976 à la convention collective nationale du 15 décembre 1954 relative aux conditions de travail des ouvriers de travaux publics portant accord-cadre national, le montant des indemnités professionnelles qui constituent l'indemnisation des petits déplacements est fixé comme suit, à compter du 1^{er} janvier 2006, pour les ouvriers non sédentaires occupés par les entreprises de travaux publics du Bas-Rhin et du Haut-Rhin.

Conformément à l'article 4 de l'avenant n° 18 du 24 juillet 2002 à la convention collective nationale ETAM travaux publics du 21 juillet 1965, les valeurs relatives aux repas et transports s'appliquent aux ETAM non sédentaires à compter du 1^{er} janvier 2006.

Indemnité de repas : 9,20 €.

Indemnités de frais de transport et de trajet :

Zone 1 : 2,03 € ;

Zone 2 : 2,67 € ;

Zone 3 : 3,68 € ;

Zone 4 : 5,03 € ;

Zone 5 : 6,15 € ;

Zone 6 (> à 50 kilomètres) : 7,35 €.

Article 2

Dépôt de l'accord

Le présent accord sera déposé, en 5 exemplaires, à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle du Bas-Rhin et remis au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes de Strasbourg (industrie) par la partie la plus diligente, conformément à l'article L. 132-10 du code du travail.

Fait à Strasbourg, le 19 décembre 2005.

(Suivent les signatures.)